

FINISTERE

GOULIEN

EGLISE

OPERATION :

RESTAURATION DE LA CHARPENTE
ET DE LA TOITURE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(C.C.A.P)

MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P)

MAITRE DE L'OUVRAGE

Commune de GOULIEN

2, rue de la Mairie

29770 GOULIEN

Tél. 02 98.70.06.04 - Télécopie 02 98.70.21.12

OBJET DU MARCHE

Département : Finistère

Commune : Goulien

Edifice : Eglise

Opération :

Restauration de l'église : restauration de la charpente et des toitures - MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

AP .1 OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché public de maîtrise d'oeuvre relatif à l'opération suivante et ayant pour objet la réalisation de la mission définie à l'article AP 6 :

Finistère

GOULIEN - Eglise

Mission de maîtrise d'œuvre

Opération : restauration de l'église : restauration de la charpente et des toitures

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'oeuvre appartient à la catégorie "réutilisation ou réhabilitation d'ouvrage de Bâtiment.

Il est conclu entre :

- ▶ la personne publique désignée à l'article AE - A de l'acte d'engagement, dénommée « maître d'ouvrage » dans le présent CCAP
- ▶ et le titulaire du marché désigné à l'article AE - B de l'acte d'engagement dénommé « maître d'œuvre » dans le présent CCAP

Conformément à l'article 81 du code des marchés publics 2006, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au maître d'oeuvre.

Le marché comporte une tranche ferme.

Dévolution des travaux : la dévolution des travaux est prévue par marché unique ou séparés ; le choix définitif du mode de dévolution devra être confirmé au plus tard à la réception du PRO (projet). Une solution avec allotissement est privilégiée par le maître d'ouvrage.

AP.2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - PIÈCES PARTICULIÈRES

- ▶ L'acte d'engagement (AE), l'annexe visée à l'article AE 5 et les éventuelles autres annexes.
- ▶ Le présent CCAP et ses annexes dont, obligatoirement, le programme et les indications concernant la partie de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux.
- ▶ Le CCTP qui définit le contenu des éléments de mission et ses annexes, dont les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage.

2.2 - PIÈCES GÉNÉRALES EN VIGUEUR LE 1^{ER} JOUR DU MOIS DE L'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (MOIS MO)

- ▶ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 (id du 16 octobre 2009), sous réserve des dérogations expressément prévues à l'article AP 15 du présent CCAP.
- ▶ Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

2.3 - NANTISSEMENT - CESSIONS DE CRÉANCES

En même temps que la notification du marché, il est remis à la demande du maître d'oeuvre une copie de l'original de l'acte d'engagement certifié conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original délivré en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit et en cas de cession ou de nantissement de créance consentis conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises".

AP.3 LE MAÎTRE D'OUVRAGE

3.1 - ORGANISATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

- ▶ La personne habilitée à signer le marché : (suivant acte d'engagement) - La personne habilitée à signer le marché est chargée de mettre en oeuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et de les signer
- ▶ Le mandataire - Le mandataire représente le maître d'ouvrage à l'égard des tiers, dans l'exercice des attributions qui lui sont confiées.
- ▶ Le conducteur d'opération - Le conducteur d'opération assure une mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique.

3.2 - PIÈCES ET RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Il appartient au maître d'ouvrage

- ▶ de définir le programme de l'opération envisagée et l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux
- ▶ de fixer les objectifs de développement durable, s'ils ne font pas partie du programme
- ▶ d'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération
- ▶ d'indiquer le mode de dévolution prévisionnel des marchés de travaux.

Il fournit en outre, en tant que de besoin, avant le début des études :

- ▶ les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire
- ▶ les éventuelles études antérieures ainsi que, le cas échéant, les observations portées sur celles-ci

- ▶ les données techniques déjà connues, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - les limites séparatives
 - les levés de géomètre (plan cadastral, périmétrique et foncier, plan topographique et de nivellement, relevés des existants, des héberges, des abords, des plantations et des réseaux divers d'alimentation et de rejet, etc.)
 - les servitudes publiques et privées (de sol, de sous-sol, aériennes ou radioélectriques, etc.)
 - les résultats et analyses des campagnes de sondages
 - le résultat des recherches d'éléments construits enterrés, de cavités, carrières, catiches, réseaux et ouvrages enterrés divers, vestiges archéologiques, etc.
 - les contraintes climatiques, sismiques et les plans d'exposition aux risques naturels, etc.
 - les règles et règlements particuliers spécifiques au projet et dont le maître d'ouvrage a connaissance.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'oeuvre de les réclamer.

Il donne au maître d'oeuvre tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants

AP.4 LA MAÎTRISE D'CEUVRE

4.1 — CONTRACTANT UNIQUE

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée dans l'acte d'engagement.

4.2 - COTRAITANTS

4.2.1 - Groupement de maîtrise d'oeuvre

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

4.2.2 - Le mandataire

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement. En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement précise si le mandataire est conjoint ou solidaire de chacun des membres.

La mission du mandataire est définie en annexe du présent CCAP.

4.3 - SOUS-TRAITANTS

Le maître d'oeuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage et, pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels.

AP.5 AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage communique la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives.

- ▶ Autres assistants éventuels du maître d'ouvrage
- ▶ Contrôleur technique (le cas échéant)
- ▶ Coordonnateur SPS

AP.6 MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP

MISSION DE BASE

- ▶ Études d'avant-projet sommaire (APS)
- ▶ Études d'avant-projet définitif (APD)
- ▶ Études de projet (PRO)
- ▶ Études de Visa
- ▶ Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) compris vérification

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour :

- une durée prévisionnelle d'exécution des travaux de 12 mois
(totalité de l'opération : études de diagnostic, réalisation des dossiers et suivi des travaux)
- le mode de dévolution des marchés de travaux par :
 - ☐ corps d'état séparés
 - ☐ entreprises groupées
 - ☐ entreprise générale
- une fréquence de réunions de chantier de 2 fois par mois
- une fréquence de présence de l'architecte (maître d'oeuvre titulaire du marché) de 1 fois par mois
- la participation moyenne de 1 personne de l'équipe de maîtrise d'œuvre aux réunions de chantier
- ▶ Assistance aux opérations de réception des travaux (AOR) compris dossier documentaire

7.1 - INFORMATIONS RÉCIPROQUES DES COCONTRACTANTS

7.1.1 - Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'oeuvre pendant l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage communique au maître d'oeuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'oeuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- ▶ de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire (par exemple, le maître d'ouvrage devra communiquer une copie de toutes les pièces annexées à l'autorisation de travaux)
- ▶ de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'oeuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe le maître d'ouvrage.

Les relevés ou sondages complémentaires nécessaires sont confiés, selon les cas, soit au titulaire du marché, soit à un prestataire extérieur. Comme toute mission complémentaire, cette mission fait l'objet d'une rémunération supplémentaire

7.1.2 - Informations données par le maître d'oeuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'oeuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

7.13 - Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

7.2 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le maître d'oeuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité de ses salariés sur le chantier.

7.3 - COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'oeuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

7.4 - PRÉSENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS

7.4.1 - En phase Études

Mission maîtrise d'œuvre (restauration de la charpente et des toitures)

Le projet comprend :

- DCE : mission de base (APS, APD/DCE, PRO, ACT, DET, AOR)

► Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre

- Délais d'établissement des documents d'études : ils sont fixés dans l'acte d'engagement
- Présentation des documents

Suivant l'article 26 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage accuse réception de la remise des études dans le cadre des opérations de vérification.

- Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

	Point de départ des délais de présentation des études	Nombre d'exemplaires
Études d'avant-projet sommaire	Date d'effet indiquée dans l'ordre de service A défaut, date de l'accusé de réception par le maître d'oeuvre de l'ordre d'engager les études de la phase concernée.	
Études d'avant-projet définitif		
Dossier de demande d'autorisation		
Études de projet		
Dossier de consultation des entreprises		
Études d'exécution /Visa	Date de la réception des travaux	
Dossier des ouvrages exécutés		

- Format et support choisis pour la remise des études

Les études et dossiers sont remis au maître d'ouvrage sur le support suivant :

4 exemplaires papiers et un exemplaire sur DVD

(Papier, CD, DVD, mail, etc.)

Les formats informatiques sont

Projets AE, RC, CCAP et annonce en format texte : type .doc ou .odt,...

BPU en format calcul : type .xls ou .ods, ...

Autres documents textes en type .pdf

Documents graphiques en type .pdf

► Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

	Délais d'approbation
Études d'avant-projet sommaire	4 semaines
Études d'avant-projet définitif	4 semaines
Études de projet	4 semaines
Dossier de consultation des entreprises	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise des études par le maître d'oeuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'oeuvre dans les délais définis ci-dessus, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 du CCAG-Pl.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

7.4.2 - En phase Travaux

► Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'oeuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'oeuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'oeuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Délai de vérification

La vérification comprend :

- La vérification des attachements remis par les entreprises
- La vérification des quantités effectivement mise en oeuvre
- La vérification des situations mensuelles des entreprises
- La vérification des décomptes provisoires et définitifs

Le délai imparti au maître d'oeuvre pour procéder à la vérification des documents cités ci-dessus des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à 15 jours pour les 3 premiers postes et à 30 jours pour les décomptes provisoires, à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

► Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'oeuvre.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Le visa du maître d'oeuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

► Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs

A l'issue des travaux, le maître d'oeuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'oeuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'oeuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 30 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

7.5 - ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'oeuvre.

7.5.1 - Forme de la notification

L'ordre de service est remis au maître d'oeuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.5.2 - Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- ▶ Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (notamment l'ordre donné au maître d'oeuvre d'engager un élément de mission)
- ▶ Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'oeuvre
- ▶ Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles

7.5.3 - Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'oeuvre d'émettre des réserves

- ▶ Le maître d'oeuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.
- ▶ Lorsque le maître d'oeuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appelle des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

7.6 - AVENANTS NÉGOCIÉS AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'oeuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- ▶ des conséquences sur le marché de maîtrise d'oeuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle
- ▶ des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'oeuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage
- ▶ des aléas non imputables à la maîtrise d'oeuvre (notamment ceux issus ou nécessitant des investigations complémentaires).
- ▶ au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître

d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'oeuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études

- ▶ des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux
- ▶ du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

7.7 - ORDRES DE SERVICE DÉLIVRÉS PAR LE MAÎTRE D'OEUVRE

Le maître d'oeuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'oeuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants :

- ▶ modification du programme initial entraînant une modification de projet
- ▶ notification de la date de commencement des travaux
- ▶ passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle
- ▶ notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- ▶ interruption ou ajournement des travaux
- ▶ modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage
- ▶ et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marches de travaux,

le maître d'oeuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

7.8 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION

7.8.1 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION DE DIAGNOSTIC

La mission diagnostic s'achève à la remise des études de diagnostic au maître d'ouvrage, et à l'approbation par les services de la Direction régionales des affaires culturelles de Bretagne.

7.8.2 - ACHÈVEMENT DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE

La mission du maître d'oeuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

AP.8 – REMUNERATION DU MAÎTRE D'OEUVRE

La rémunération des missions de maîtrise d'oeuvre est définie dans le décret no 2009-749 du 22 juin 2009 :

Art. R. 621-25 à Art. R 621-44 du Code du Patrimoine, relatif à la maîtrise d'oeuvre sur les immeubles classés au titre des monuments historiques, et la circulaire du 1 décembre 2009 relative à ce décret.

Le présent marché de maîtrise d'oeuvre est un marché forfaitaire conclu à prix provisoire : il est à prix révisable

La rémunération du maître d'oeuvre est établie selon la proposition jointe au présent marché

8.1 - CARACTÈRE FORFAITAIRE DU MARCHÉ

Le caractère forfaitaire du marché n'interdit pas de convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au contrat. Le maître d'oeuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

8.2 - ÉTABLISSEMENT DU FORFAIT PROVISOIRE DE RÉMUNÉRATION

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article 19-iii du code des marchés publics 2009 et aux dispositions de l'article R 621-43 du code du patrimoine, en tenant compte de l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux et du niveau de complexité de l'opération.

Le montant du forfait provisoire de rémunération est établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'oeuvre :

- ▶ contenu de la mission fixée par le CCTP et les assurances à souscrire
- ▶ programme
- ▶ partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage
- ▶ éléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles
- ▶ délais des études du maître d'oeuvre et délai de leur approbation par le maître d'ouvrage
- ▶ mode de dévolution des marchés de travaux
- ▶ durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage
- ▶ découpage éventuel de l'opération en plusieurs tranches de réalisation
- ▶ continuité du déroulement de l'opération.

Le forfait provisoire de rémunération est basé (suivant détail dans DPGF) sur un pourcentage sur les éléments de mission, basé sur le montant prévisionnel de travaux

8.3 - PASSAGE AU FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION

Le coût prévisionnel des travaux est arrêté par le maître d'oeuvre à l'issue des études de projet (PRO). La remise des études de projet vaut engagement du maître d'oeuvre à respecter le coût prévisionnel des travaux, assorti d'un seuil de tolérance de 5%. Conformément aux dispositions de l'article R 621-43 du code du patrimoine, le forfait définitif de rémunération du maître d'oeuvre est calculé sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Après réception de l'étude de projet par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'oeuvre s'engage à respecter.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'oeuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir l'une des méthodes suivantes :

- ▶ Pour la mission de base dont la rémunération est calculée au pourcentage, application de la formule suivante : « Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux X taux de rémunération »
- ▶ Pour la ou les missions complémentaires éventuelles dont la rémunération est calculée au temps passé par la libre négociation.

Quelle que soit la méthode choisie par les parties :

* L'incidence éventuelle, sur les prestations de maîtrise d'oeuvre, de l'évolution des éléments portés à la connaissance du maître d'oeuvre cités à l'article 8.2, qui ont servi à établir le forfait provisoire de rémunération, est prise en compte dans la négociation du forfait définitif de rémunération.

* La fixation de la rémunération définitive ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article 7.6 relatif aux avenants négociés avec le maître d'ouvrage

8.4 - MODALITÉS DE RÉVISION

8.4.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé à l'acte d'engagement

8.4.2 - Révision du prix du marché de maîtrise d'oeuvre

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule : $C = 0,125 + 0,875 I_m/I_o$

dans laquelle I_m et I_o sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois m est déterminé comme suit:

- * index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable
- * moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est exécutée la prestation faisant l'objet de l'acompte.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

8.5 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

AP.9 - ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'OEUVRE ET PÉNALITÉS

9.1 - ENGAGEMENT DE LA MAÎTRISE D'OEUVRE SUR LE COÛT DE L'OPÉRAT°

9.1.1 - Avant la passation des marchés de travaux

- ▶ Enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage

Cette enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé

- ▶ Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux

L'avancement des études permet au maître d'oeuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux

- ▶ Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'oeuvre et engagement

Le coût prévisionnel est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'oeuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'oeuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux

L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance de 5 %

*** Seuil de tolérance** = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

► Prise en compte des modifications intervenues

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant, conformément à l'article 7.6.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

► Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'oeuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BTO1 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'oeuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

► Respect de l'engagement du maître d'oeuvre

Le respect de l'engagement du maître d'oeuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot. Conformément aux dispositions de l'article R 621-41 du code du patrimoine, le maître d'oeuvre s'engage à respecter le coût des travaux qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage. Lorsque le coût total définitif des travaux résultant des décomptes finaux et factures des entreprises, ramené aux conditions économiques initiales des marchés de travaux, est supérieur de plus 5% au coût des travaux tel qu'il résulte des contrats de travaux initiaux, le maître d'oeuvre supporte une réduction de son forfait de rémunération égale à trois pour cent (3%) de la différence entre le coût définitif des travaux et le coût initial. Cette réduction est plafonnée à quinze pour cent (15%) du montant de la rémunération du maître d'oeuvre correspondant aux éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA+DET+AOR).

► Conséquences du non-respect de l'engagement

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître d'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'oeuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet

compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.
Dans ce cas, conformément à l'article 30.1 alinéa 2 du décret du 29 novembre 1993, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.
Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

9.1.2 - Après la passation des marchés de travaux

► Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'oeuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'oeuvre. Le maître d'oeuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

► Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **5 %**

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux \times (1 + taux de tolérance)

► Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'oeuvre.

► Conséquences du non-respect de l'engagement

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'oeuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) \times **2 %** (taux de pénalité)

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

9.2 - PÉNALITÉS DE RETARD APPLICABLES À LA MAÎTRISE D'OEUVRE

9.2.1 - Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'oeuvre dans la présentation des documents, dont les délais sont fixés à l'article AE 3 de l'acte d'engagement, le maître d'oeuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de :

5/10 000ème	de l'élément de mission APS
5/10 000ème	de l'élément de mission APD
5/10 000ème	de l'élément de mission PRO
6/10 000ème	de la partie de l'élément de mission ACT correspondant au DCE
5/10 000ème	de l'élément de mission AOR correspondant au IDOE déduction faite des jours de retard imputables aux entreprises

9.2.2 - Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si le délai fixé à l'article 7.4.2 n'est pas respecté, le maître d'oeuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 3./ 10 000ème du montant toutes taxes comprises de l'acompte correspondant.

Cependant, si le retard du maître d'oeuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

9.2.3 - Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **4 semaines** à compter de la réception par le maître d'oeuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'oeuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 50 €

AP.10 - RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

10.1 - LES AVANCES versées au titulaire

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois, l'avance prévue à l'article 87 du code des marchés publics 2009 est versée au titulaire, sauf en cas de refus de celui-ci. Cette avance n'est due que sur la part du marché qui n'a pas été sous-traitée.

Le maître d'ouvrage peut également prévoir le versement de cette avance même lorsqu'elle n'est pas obligatoire.

- ☐ Une avance est versée au maître d'oeuvre.
- ☒ Aucune avance n'est versée au maître d'oeuvre.

10.2.1 - Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après

► État périodique

L'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'oeuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

► Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-PI, le maître d'oeuvre envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique par lettre recommandée avec avis de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

► Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- n l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- n les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

► Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1) le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent,
- 2) l'incidence de la TVA,
- 3) l'incidence de la variation des prix,
- 4) le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° et 3° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'oeuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'oeuvre, il joint le décompte modifié.

10.2.2 - Modalités de règlement de l'acompte

► La demande d'acompte

Le maître d'oeuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, par lettre recommandée avec accusé de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

► Échéancier de paiement des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément à l'article 91 du code des marchés publics 2009, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Études d'avant-projet sommaire	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître. d'ouvrage
Études de projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître. d'ouvrage
Assistance pour la passation des contrats de travaux	50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux ou à la notification des marchés de travaux
Etudes d'exécution	Au prorata de l'avancement de la mission
Etudes de synthèse	Au prorata de l'avancement de la mission
VISA	Au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux	90% <u>DET</u> n « n » étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier
	10 % à la remise du décompte général définitif
Assistance aux opérations de réception	65% au prorata des réceptions effectuées avec réserves 15% à la levée des réserves 15% à la remise du dossier documentaires des ouvrages exécutés (DDOE) 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

10.3 – Le solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 7.8 du présent CCAP, le maître d'oeuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

► Décompte final

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'ouvrage, comprend :

- 1) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'oeuvre
- 2) la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
- 3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre conformément à l'article 9.2 du présent CCAP.

► Décompte général - État du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de **30 jours**.

Le décompte général comprend :

- 1) le décompte final ci-dessus
- 2) la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- 3) le montant en prix de base, hors TVA, du solde. Ce montant est la différence entre le décompte final et le dernier décompte périodique ($3^{\circ} = 1^{\circ} - 2^{\circ}$)
- 4) l'incidence de la TVA
- 5) l'incidence de la variation des prix appliquée sur le montant du solde (3°)
- 6) l'état du solde à verser au maître d'oeuvre (montant du solde + TVA + incidence de la révision)
- 7) la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général
- 8) le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif après acceptation (signature) par le maître d'oeuvre.

10.4 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

Le délai global de paiement d'un acompte (situation) et du solde doit avoir lieu dans les **30 JOURS** calendaires comptés à partir de la réception de la demande du titulaire par la personne responsable du marché. Tout retard dans le paiement des sommes dues ouvrira droit au versement des intérêts moratoires correspondants.

Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majorés de 7 points (sept).

AP.11 - ASSURANCES

11.1 - MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé par le maître d'oeuvre de l'obligation de souscrire, avant l'ouverture du chantier, une assurance de dommages à l'ouvrage, *dans les cas et limites définis aux articles L. 242-1 et L. 243-1-1 du code des assurances*. Cette assurance couvre les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage construit ou qui le rendent impropre à sa destination, et qui, en principe, sont apparus après l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement. *Elle s'applique aux ouvrages existants (c'est-à-dire aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et appartenant au maître d'ouvrage) qui, totalement incorporés dans les travaux de réutilisation ou de réhabilitation, en deviennent techniquement indivisibles.*

Le maître d'ouvrage déclare avoir été informé en outre de la possibilité de souscrire des assurances complémentaires couvrant notamment :

- les dommages subis par l'ouvrage pendant l'exécution des travaux
- les dommages subis par les ouvrages existants, qui ne relèvent pas de l'assurance de *dommages à l'ouvrage* définie au premier alinéa ci-avant, et qui résultent de l'exécution des travaux

- les dommages causés aux avoisinants du fait de l'exécution des travaux (c'est-à-dire causés aux bâtiments voisins ou aux parties du bâtiment existant avant l'ouverture du chantier et n'appartenant pas au maître d'ouvrage).

Par ailleurs, lorsque l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage est maintenue pendant l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage déclare avoir été informé :

- de la possibilité d'assurer la responsabilité qu'il encourt du fait des dommages résultant de l'utilisation de tout ou partie de l'ouvrage
- de la nécessité de vérifier que cette utilisation est bien prise en compte par les assurances de responsabilité des entrepreneurs.

11.2 - MAÎTRE D'OEUVRE

Le maître d'oeuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance *définie aux articles L. 241-1 et L. 243-1-1 du code des assurances*, ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'oeuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

AP.12 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'oeuvre.

L'architecte, auteur initial de l'oeuvre, jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son oeuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Au titre de son droit moral, il a notamment le droit de s'opposer à la modification de son oeuvre en cas de dénaturation.

Le maître d'ouvrage respecte le droit moral du concepteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son oeuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son oeuvre.

L'architecte a notamment le droit :

- ☐ *d'inscrire son nom sur son oeuvre, qu'il s'agisse des plans d'études, de conception ou de l'édifice lui-même, et d'exiger que son nom y soit maintenu*
- ☐ *de voir préciser son nom et qualité à l'occasion de la publication des plans ou photos de l'édifice*
- ☐ *de veiller au respect de sa signature*
- ☐ *de s'opposer à la modification de son oeuvre en cas de dénaturation*

Pour les besoins de l'opération, l'option choisie suivant les dispositions de l'article 25 du CCAG-PI est **OPTION A. — Concession de droits d'utilisation sur les résultats**

Le maître d'ouvrage précise que les documents du cahier des charges et les documents graphiques pourront servir notamment tout au long de l'opération, après la phase APS ou APD, quelque soit le maître d'oeuvre chargé des phases suivantes.

AP.13 – DIFFERENDS ET RESILIATION

13.1 – REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

13.1.1 - Conciliation par un tiers (pour M.H. Non État)

En cas de différend portant sur le respect des clauses du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis : *le Directeur régional des affaires culturelles de Bretagne* avant toute procédure judiciaire.

Cette saisine intervient sur l'initiative de la partie la plus diligente.

13.1.2 - Saisine du comité consultatif de règlement amiable

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article 127 du code des marchés publics 2009)

13.2 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

13.2.1 - Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'oeuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 29 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue au 4° de l'article 33 du CCAG-PI est fixée à **5%** de la partie résiliée du marché.

13.2.2 - Résiliation sur demande du maître d'oeuvre

Conformément à l'article 31 du CCAG-PI, si le maître d'oeuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en oeuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

13.2.3 - Résiliation aux torts du maître d'oeuvre

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 32 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'oeuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 30 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

13.3 - TRIBUNAL COMPÉTENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, **les** parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir :

Tribunal administratif de Rennes, 3 contour Motte 35000 Rennes

AP.14 - CLAUSES DIVERSES

Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G.-P.1., le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques pour chaque élément de **mission de maîtrise d'oeuvre**.

AP.15 – DEROGATIONS AU CCAG-PI CLAUSES DIVERSES

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
article 7.4.1	Articles 26 et 27
article AP 12	Article 25

Fait à _____, le _____

Le maître d'ouvrage,

Lu et approuvé par le maître d'oeuvre,

Fait à _____, le _____